



# CLIMAT : quelles solutions ?

## Répondre à l'urgence climatique Intérêts et limites des travaux du GIEC

L'expertise du GIEC a permis d'établir la menace d'un forçage de l'effet de serre par les activités humaines, la nécessité de s'adapter au risque climatique et de prévenir une dérive trop forte de la température. Les incertitudes et les différences d'interprétation qui existent n'enlèvent rien à l'urgence d'agir. Le GIEC ne s'est pas contenté d'un bilan scientifique des effets sur le climat des émissions de gaz à effet de serre (GES). Un groupe de travail s'est penché sur les moyens à mettre en œuvre, avec les mêmes règles déontologiques, notamment celle du consensus. Cet article passe en revue ce qu'il en est pour le scénario le plus optimiste du GIEC (RCP<sub>2,6</sub>). Pourrait-il permettre de rester dans une élévation de la température moyenne de 2°C à l'horizon 2100?

### *Le mécano du scénario optimiste*

Les quatre scénarii publiés par le GIEC sont basés sur des profils différents d'émissions de GES. Ils reflètent des hypothèses d'évolution des usages concernant l'habitat, la mobilité, l'agriculture et l'industrie. Les diminutions prises en compte sont essentiellement l'effet de mesures de meilleures efficacités énergé-

tiques (par exemple une moindre consommation des voitures) et de substitution d'énergies fossiles carbonées par des énergies renouvelables. Les transformations qualitatives des modes de consommation n'apparaissent qu'en filigrane et ne semblent pas constituer l'ossature des scénarii. Comment le GIEC arrive-t-il à ses fins?

C'est le stockage du gaz carbonique résultant de la combustion des énergies fossiles mais aussi et surtout de celle des végétaux dans des aquifères profonds ou d'anciens puits qui est le levier de l'atténuation. Le combustible végétal se forme à partir du carbone de l'atmosphère et se retrouve dans le sous-sol. Dans le jargon on dit qu'on a créé un puits de carbone.

Tout ceci paraît simple, si simple qu'on peut se demander pourquoi il faut s'alarmer. Le GIEC indique toutefois que la technique du stockage n'est pas mature. C'est donc un pari sur l'avenir. Même s'il est gagnant, il est clair que le coût de l'électricité (le GIEC privilégie ce secteur) ne sera pas le même, coût du stockage oblige. Or ce n'est pas une opération simple. Il y aurait distorsion de concurrence si la mesure n'était pas universelle. D'où la revendication qui monte d'une taxe carbone généralisée. Ainsi un mécano de mesures

techniques certes basées sur un pari, encadré par une taxe, permettrait de maîtriser le risque climatique. Ce raisonnement optimiste n'est-il qu'un mirage?

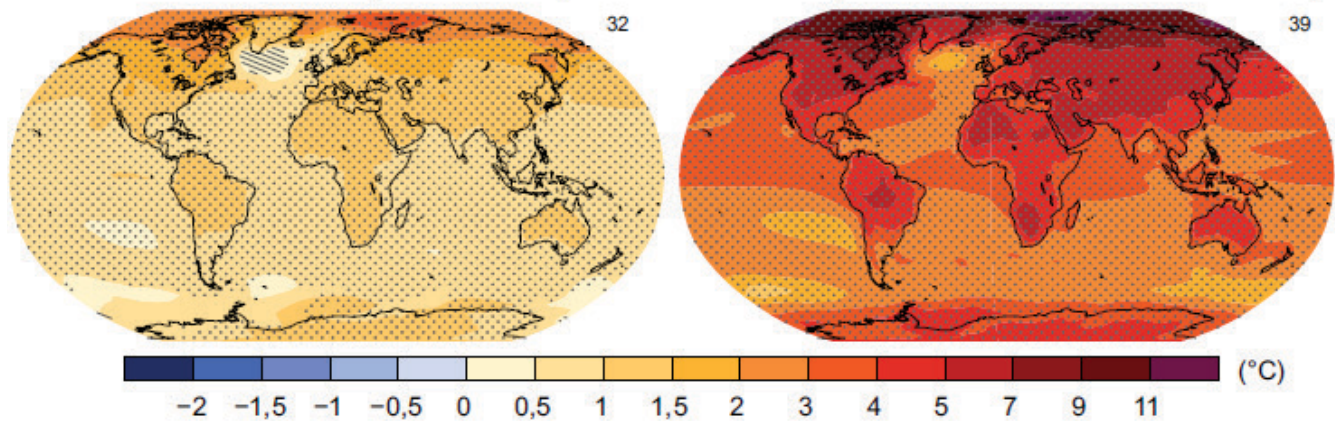
### *Des simplifications*

Nous sommes dans une crise globale. Les migrations actuelles ne sont pas la conséquence des effets du changement climatique mais essentiellement des guerres, d'une pression insupportable sur les milieux naturels et les ressources en eau, d'inégalités sociales grandissantes dans un contexte démographique exponentiel, d'un détournement de la puissance technologique vers les profits des multinationales et des banques.

Le changement climatique n'est pas seulement le résultat de l'industrialisation ancienne de quelques pays riches mais aujourd'hui d'une compétition de pays encore pauvres qui assurent une part importante de la production industrielle consommée dans les pays riches. Ce qui fait dire que la Chine est le principal émetteur de GES. C'est vrai. Mais cette nouvelle division internationale du travail est le fruit d'une recherche toujours plus avide de profit. Elle apparaît intouchable, comme éternelle dans les travaux du GIEC.

## RCP 2,6 RCP 8,5

### Évolution de la température moyenne en surface (entre 1986-2005 et 2081-2100)



Pourtant, cette soif d'argent est devenue une menace pour le système lui-même. Si bien que des mesures fiscales viennent d'être prises par l'OCDE. La conférence de Paris (COP21) pour le climat voudrait établir des règles et obliger les Etats. Ce qui est annoncé est insuffisant. La tendance est à la substitution du charbon par du gaz (USA, Allemagne, Chine...). Et après? La question des énergies renouvelables sera évoquée plus loin. Réduire les solutions à un jeu énergétique est une ineptie qui explique l'insuccès des conférences internationales précédentes. Verdir l'énergie ne suffit pas pour se sortir d'une crise globale.

#### *Un autre modèle sociétal*

L'intégration des sciences sociales dans les travaux du GIEC n'a pas permis d'élargir suffisamment le champ de l'expertise qui reste dans le modèle économique et politique dominant. Il y a bien ici ou là des remarques et bribes d'analyses qui lancent quelques pistes. Aujourd'hui des voix de plus en plus nombreuses appellent à une réponse sociétale nouvelle, mettant en cause le capitalisme. Nous sommes de celles-là. Le jeu de l'offre et de la demande n'apparaît plus susceptible de répondre correctement aux besoins sociaux en respectant l'homme et la nature. Or le GIEC reste, sans recul suffisant, dans l'idéologie dominante. La mise en œuvre des mesures est laissée au marché. Le taux d'actualisation (voir encadré) joue le rôle essentiel.

La revendication d'une réduction rapide et urgente des émissions de GES doit accompagner la création d'une convergence de forces sociales qui cherchent à mettre en œuvre un autre modèle social et économique. Une écologie progressiste s'émancipant du mode protestataire et moralisateur doit porter des mesures de long terme. L'actualité bruisse de multiples actions qui encore trop s'ignorent mais cherchent à construire autre chose.

#### *Le piège politique de l'énergie*

La question centrale n'est pas de consommer moins ou d'autres énergies mais de répondre aux besoins par des usages construits démocratiquement, respectant la biodiversité, la santé, le travail. C'est prendre le contre-pied du consumérisme. C'est aussi régler l'accès aux ressources, au travail, aux richesses. C'est mettre la puissance technologique au service de l'homme. C'est parce qu'elle est mise au service de l'argent que naît le risque climatique avec d'autres effets négatifs. La réponse ne peut être que globale et progressive. La dimension est très politique, au sens large du terme.

La place à donner au nucléaire et aux énergies intermittentes est aujourd'hui un facteur de division. C'est une autre façon de tomber dans le jeu énergétique, autre que celle du GIEC (voir encadré). L'énergie, certes, occupe une place importante mais elle est au service des usages. Il ne s'agit pas de les verdir mais de les transformer. Il est essentiel de revoir de façon urgente les politiques de l'habitat, de la mobilité, de l'agriculture et de l'industrie, du codéveloppement avec l'objectif prioritaire de bannir les énergies fossiles carbonées. Les énergies bas-carbone disponibles, éolienne, photovoltaïque, biomasse et nucléaire, ne sont pas si nombreuses qu'on puisse en négliger une. La transition énergétique, objectif de long terme, devra être précisée au moment opportun, sur le moyen terme, en fonction de deux critères: la tangibilité des résultats obtenus dans la lutte pour atténuer le changement climatique, l'état de l'innovation en matière de productions d'énergies solaires directes et indirectes et notamment du stockage de l'électricité. Les termes du choix ne sont pas actuellement constitués. L'exemple allemand le prouve. Il y a donc lieu de maintenir dans l'immédiat la production nucléaire avec un niveau de recherche suffisant et d'agir pour augmenter la sécurité de l'industrie nucléaire et du stockage des déchets. Ni phobie, ni fétichisme du nucléaire!

Nous aurons à décider le moment venu, si on peut s'en passer. L'électricité d'un réseau ne garde pas la mémoire de son origine. Nous n'avons donc pas besoin de prendre le risque de ce choix dans un immédiat qui a d'autres urgences.

#### *Retour sur le scénario*

Le recours à la biomasse peut avoir beaucoup d'intérêt, pas seulement pour la production d'électricité mais pour le renouveau d'activités industrielles mettant en œuvre des ressources renouvelables de proximité. C'est une autre façon de mobiliser de l'éolien, sans doute bien meilleure que celle qui tente aujourd'hui de faire des rentiers. Le GIEC fait remarquer que «Toutefois, ce potentiel (de biomasse) présente de grandes incertitudes, notamment pour ce qui concerne la situation du marché et des politiques mises en œuvre, et est fortement dépendant du rythme des améliorations apportées dans le secteur agricole en ce qui concerne la production de denrées alimentaires, de fourrage, de fibres et les produits forestiers». Une façon de reconnaître que la simplicité apparente du mécano énergétique du GIEC se révèle plus complexe à l'usage.

Cette critique des travaux du GIEC n'enlève rien à la qualité de son expertise climatique. On ne peut que se réjouir de la montée en puissance d'un autre réseau mondial sur la biodiversité et de sa collaboration avec le GIEC. La complexité du sujet le mérite mais la société reste son creuset. Le terrain politique est déterminant.

**François Cosserat**

Sommaire